



## **RAPPORT DE GESTION**

Le présent rapport est une revue des résultats financiers et la de situation financière de Corporation Datacom Wireless pour le trimestre terminé le 31 mars 2008. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers non vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou le site Internet de la Société à [www.datacom.com](http://www.datacom.com).

Les états financiers intérimaires et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son conseil d'administration. Les vérificateurs externes n'ont pas révisé les états financiers intérimaires ni le rapport de gestion.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », « Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 7 mai 2008.

## **ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport contient certaines déclarations qui peuvent être réputées des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se caractérisent fréquemment par l'utilisation d'expressions telles que « planifier », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « croire », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des déclarations suggérant que des événements ou des conditions « peuvent » se produire ou « se produiront ». Toutes les déclarations figurant dans le présent rapport, à l'exception des déclarations de faits historiques, et qui font état d'événements ou de faits nouveaux futurs qu'anticipe la Société ou qu'elle s'attend à voir réaliser, constituent des énoncés prospectifs. Même si la Société croit que les attentes exprimées dans de tels énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés ne constituent nullement des garanties du rendement futur et les résultats ou les faits réels peuvent être considérablement différents de ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs, il y a les cours du marché et la conjoncture économique générale, les conditions boursières ou commerciales. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se révèlent exacts, étant donné que les résultats et les événements futurs pourraient diverger considérablement de ces énoncés anticipés. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour les énoncés prospectifs en cas d'évolution des circonstances ou de modification des estimations ou des avis de la direction. Le lecteur est mis en garde de ne pas accorder une foi excessive aux énoncés prospectifs.

## I. SOMMAIRE

Fondée en 1999, la Société est classée parmi les chefs de file canadiens dans la conception, le développement et la commercialisation de solutions essentielles de gestion de flottes de véhicules, de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés. Ses produits et ses services utilisent des technologies de communications sans fil, de positionnement par satellites (GPS) et un portail informatique en mode ASP d'avant-garde.

## II. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. BAIIA n'est pas une mesure de performance définie par les PCGR et n'a pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ne peut être perçu comme une solution de rechange au bénéfice net ou perte nette déterminé conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et d'investissement en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme aux PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA est la perte nette.

## III. FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE

- Pierre Collins a quitté la Société le 22 février 2008, et Pierre Bélanger, membre du conseil de Datacom depuis 2005, a été nommé président et chef de la direction par intérim.
- Le 4 avril 2008, la Société a annoncé le départ de Marc Bouchard, Vice-président, Finance. Ce départ sera en vigueur après la prochaine assemblée annuelle le 8 mai 2008.
- Le conseil d'administration prévoit mettre en place, au cours des prochains mois, une structure organisationnelle qui sera en ligne avec les objectifs de croissance et le volume d'affaire de la Société.
- À la fin du premier trimestre la Société a commencé un exercice afin de revoir l'ensemble de ses activités dans le but de déterminer les actions à prendre afin de mieux respecter les objectifs de croissance et de rentabilité qu'elle s'est fixés. Une analyse détaillée de nos produits, services et marché permettra à la Société de mettre en place un plan d'action visant :
  - Dans une première étape, une amélioration du produit Mobicom pour que celui-ci réponde davantage aux attentes des clients tant du point de vue de ses fonctionnalités que de son utilisation.
  - Le développement d'un produit Mobicom modulé, quant aux fonctionnalités et aux prix, qui pourra répondre à un éventail plus large de clients.
  - Une équipe de R&D qui va concentrer tous ses efforts au cours des prochains mois pour respecter les objectifs d'amélioration du produit Mobicom.

- Une revue de l'approche de mise en marché du produit Mobicom pour avoir les outils de vente et la structure de vente qui vont nous permettre de maximiser les ventes.
  - Une réduction des dépenses d'opérations. Durant le mois d'avril 2008, la Société a procédé à des mises à pied de son personnel, qui représentent sur une base annualisée une économie de plus de 600 000 \$. La Société va continuer à revoir ses activités dans le but de réduire ses dépenses.
  - La Société va mettre sur pied au troisième quart 2008 un comité sur le produit. Ce comité aura pour mandat de recommander au conseil d'administration les services ou produits que Datacom pourra mettre en place pour répondre à ses objectifs de croissance. Ces nouveaux produits et services devront viser des segments de marché précis en ligne avec le plan de croissance de la Société.
  - La Société a mis sur pied au cours du premier trimestre 2008 un comité pour regarder les acquisitions ou fusions possibles. Le but de ce comité est d'analyser le marché et de conseiller le conseil d'administration sur les occasions qui pourraient permettre à Datacom d'accélérer sa croissance et sa rentabilité.
- 
- En avril 2008, dans le but de concentrer ses efforts de vente et de développement sur le produit phare Mobicom, la Société a décidé de réduire ses activités de mise en marché du produit Hiko, dont le cycle de vente est très long et dont les coûts de développement sont dispendieux. Nous avons développé des modules d'interconnexion avec les contrôleurs d'épandage de trois manufacturiers et nous allons limiter pour l'instant notre mise en marché à ces technologies. La Société n'a pas accès pour l'instant à la technologie du plus important manufacturier dans ce domaine.
  - En avril 2008, dans un effort de réduction des dépenses et d'amélioration de la rentabilité, nous avons décidé de réduire significativement le nombre de détaillants autorisés à vendre les produits Vigil. Seulement une fraction de ceux-ci était active sur une base soutenue. Datacom continuera de soutenir activement ce groupe restreint de détaillants assurant ainsi une marge bénéficiaire positive associée à cette activité.
  - En avril 2008, selon les dernières informations disponibles, nos fournisseurs annoncent la fermeture de leurs réseaux analogiques pour le 16 novembre 2008. Cette situation, indépendante de la volonté de Datacom, force la Société, avec près de 10 000 unités analogiques en service, à décider dès le prochain quart des actions qui devront être prises pour être en mesure de réagir dans les délais prescrits par cette fermeture. Il est évident que le remplacement pur et simple des unités analogiques par des unités numériques est économiquement inacceptable, et c'est pourquoi nous sommes à regarder plusieurs scénarios dans le but de minimiser l'incidence économique négative de cette fermeture par nos fournisseurs de réseaux. La base de notre analyse sera la rentabilité de ce secteur d'activité.
  - Au 31 mars 2008, le cap des 2 676 unités du système de gestion à distance d'immobilisations fondé sur l'Internet (Rosemount 753R munies de Itrax) a été franchi. L'entente originale qui lie la Société à Emerson Electric Co. vient à échéance en juillet 2008, et nous allons commencer les discussions pour le renouvellement de cette entente.

- Durant le premier trimestre 2008, l'addition de nouveaux clients et/ou unités se résume comme suit :
  - 29 nouveaux clients Mobicom;
  - 301 (350 en 2007) unités Mobicom ont été vendues;
  - 426 (382 en 2007) nouveaux clients Mobilus;
  - 2 812 (1 395 en 2007) nouveaux clients Mobiguard;
  - 180 nouvelles unités Vigil.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU PREMIER TRIMESTRE

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées et sont tirés des états financiers non vérifiés de la Société.

**Tableau 1 : Principales informations financières**

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2008	2007
<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action et sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation)</i>		
Ventes	2 201 \$	1 663 \$
Marge bénéficiaire brute	950	691
Frais généraux et administratifs	868	494
Ventes et marketing	648	319
Recherche et développement	318	255
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(45)	(97)
Exploitations	238	156
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	-	480
Intérêts sur billets à ordre	-	60
Autres frais (revenus) financiers	(48)	21
Rémunération à base d'actions	6	-
Amortissement des actifs incorporels	34	-
Dépréciation et amortissement	36	28
Perte nette	(1 105) \$	(1 025) \$
Perte nette par action		
De base et diluée	(0,04) \$	(1,14) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 991 151	900 000

Le tableau 2 ci-dessous représente une mesure non conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

**Tableau 2 : Réconciliation de la perte nette au BAIIA**

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation)</i>	Trois mois terminés les 31 mars	
	2008	2007
Perte nette	(1 105) \$	(1 025) \$
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	-	480
Intérêts sur billets à ordre	-	60
Autres frais (revenus) financiers	(48)	21
Amortissement des frais de financement reportés	-	-
Amortissement des actifs incorporels	34	-
Dépréciation et amortissement	36	28
<b>BAIIA</b>	<b>(1 083) \$</b>	<b>(436) \$</b>
BAIIA par action		
De base et dilué	(0,04) \$	(0,48) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 991 151	900 000

## Revenus

Les revenus générés par la Société proviennent de la vente d'unités de télématique et des frais de service récurrents mensuels associés à ces unités. Un faible pourcentage des revenus est généré à partir d'activités de services professionnels, d'installation, de réparation et de vente de contrats de garantie prolongée.

Les revenus du premier trimestre 2008 ont totalisé 2,20 millions \$, en hausse de 32,3 % par rapport au revenu du premier trimestre 2007 de 1,63 \$ million. Cette augmentation de revenus est principalement due à l'augmentation de la clientèle.

Les revenus récurrents ont augmenté de 53,3 % d'une année sur l'autre, passant de 0,75 \$ million pour le premier trimestre 2007 à 1,15 million \$ pour la même période de 2008. En proportion, les revenus récurrents par rapport au revenu total à ce jour en 2008 sont de 52,0 %. Cette mesure se compare favorablement au résultat du premier trimestre 2007 pour lequel la proportion des revenus récurrents par rapport au revenu total représentait 45,2 %.

Nos revenus proviennent presque exclusivement du Canada par l'intermédiaire de notre force de vente directe et notre réseau d'agents/distributeurs du Québec et de l'Ontario.

## Marge bénéficiaire brute

La marge brute correspond aux revenus moins le coût des marchandises vendues. Le coût des marchandises vendues comprend principalement les coûts des unités vendues, de leur assemblage et les frais d'installation et de garantie ainsi que les frais de service de télécommunications et autres frais connexes.

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 43,1 % des revenus pour le premier trimestre 2008, en hausse de 1,59 % comparativement à la même période en 2007. Cette hausse est principalement due à une amélioration de notre capacité à gérer plus efficacement le processus d'installation de nos produits.

La marge bénéficiaire brute a augmenté de 0,259 million \$ ou 37 % comparativement au premier trimestre 2007, passant de 0,691 million \$ à 0,949 million \$.

### **Charges d'exploitation**

#### *Frais généraux et administratifs*

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux et coûts indirects. Des créances irrécouvrables liées aux comptes clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont généralement fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances irrécouvrables.

Au premier trimestre, les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,374 million \$ ou 75,7 %, d'une année à l'autre, passant de 0,494 million \$ en 2007 à 0,868 million \$ en 2008. Cette augmentation s'explique par les frais liés à l'ajout de personnel, au paiement effectué à Pierre Collins suite à son départ, aux frais professionnels reliés à l'exploitation d'une société publique, à l'augmentation des frais légaux ainsi qu'à l'augmentation du volume d'affaires.

#### *Ventes et marketing*

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel, des commissions sur la vente directe et indirecte de produits, des frais de déplacement et de représentation ainsi que des coûts de publicité et de participation à des expositions commerciales.

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont augmenté de 0,329 million \$ ou 203,1 % passant de 0,319 million \$ au premier trimestre 2007 à 0,648 million \$ dans le premier trimestre 2008. Ces dépenses ont connu une hausse principalement en raison de l'augmentation des salaires à la suite de l'ajout de personnel, des frais professionnels pour l'analyse des produits et marchés et des coûts pour la production de matériel de vente.

#### *Recherche et développement*

La Société investit dans la recherche et le développement afin de conserver sa position de leadership sur les marchés qu'elle dessert et afin d'ajouter de nouvelles fonctionnalités ou d'introduire de nouveaux produits. Les dépenses en recherche et en développement ne fluctuent pas avec les revenus, mais sont périodiquement évaluées par rapport aux revenus et ajustées si nécessaire. Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel, d'honoraires de consultants et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Au cours du premier trimestre, les investissements en recherche et développement ont atteint 0,318 million \$, soit 24,7 % de plus que les 0,255 million \$ investis durant la même période en 2007. L'augmentation est principalement attribuée aux efforts additionnels associés à l'introduction et au développement de nouveaux produits.

Depuis la clôture du premier appel public à l'épargne, le montant de provision de crédit d'impôt pour la recherche et le développement a été révisé à la baisse afin de refléter les taux en vigueur pour les sociétés publiques. Cette révision a eu une incidence négative sur le montant de crédit d'impôt pour la recherche et le développement enregistré à l'état des résultats.

### **Exploitation**

Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué au service à la clientèle et à la centrale d'alarme. Pour la plupart, les dépenses d'exploitation ne fluctuent habituellement pas proportionnellement avec les revenus. Toutefois, une croissance importante des activités aura inévitablement une incidence à la hausse sur ces dépenses.

Les dépenses reliées à l'exploitation ont augmenté de 31,1 % passant de 0,156 million \$ au premier trimestre 2007 à 0,238 million \$ dans le premier trimestre 2008. Cette hausse est directement reliée à l'accroissement du volume d'affaires de la Société.

### **Amortissement des actifs incorporels**

L'amortissement des actifs incorporels ne génère pas de sortie de fonds en soit et provient de l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises de Vigil GPS.

### **Dépréciation et amortissement**

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Pour plus de détail, veuillez vous référer à la note 1 des états financiers annuels vérifiés pour les méthodes d'amortissement utilisées.

### **Frais (revenus) financiers**

Les frais (revenus) financiers sont principalement composés des revenus d'intérêts, des intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et des intérêts sur billets à ordre.

#### ***Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et intérêts sur billets à ordre***

Les intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et sur les billets à ordre (tels que spécifiés dans les tableaux 1 et 2) sont reliés aux actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et aux billets à ordre émis en 2006 et 2007. Immédiatement avant la clôture du premier appel public à l'épargne (« PAPE ») de la Société, qui a eu lieu le 6 juin 2007, toutes les actions privilégiées rachetables ainsi que les billets à ordre, leurs intérêts implicites cumulés et leurs dividendes ont été, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires.

#### ***Frais (revenus) financiers***

Les frais (revenus) financiers sont composés des revenus d'intérêts générés par le solde en banque, du montant net des charges bancaires, des frais de prélèvement par carte de crédit, des frais bancaires et des gains ou pertes reliés aux écarts de change.

Les frais bancaires étant relativement stables, l'écart des autres frais (revenus) financiers est principalement attribuable aux variations du solde en banque ainsi qu'aux variations de taux de change.

Au cours du premier trimestre 2008, la variation de revenus d'intérêts est significative puisque la Société a procédé en 2007 au dépôt de la somme provenant de l'émission du capital-actions dans le cadre du PAPE en assurant une gestion efficace et prudente de sa trésorerie.

La Société a enregistré des gains liés au taux de change de 0,012 million \$ au cours du premier trimestre, comparativement à une perte de 0,006 million \$ pour la même période en 2007.

#### **Rémunération à base d'actions**

Les PCGR du Canada exigent des sociétés qu'elles comptabilisent une charge de rémunération pour les options octroyées aux employés et administrateurs. La juste valeur est estimée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, et la charge de rémunération attribuable aux options est passée en dépenses sur la période d'acquisition.

Au cours du premier trimestre, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,063 million \$. Aucune dépense relative au plan d'options n'existait au premier trimestre 2007.

#### **IV. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers intérimaires non vérifiés de la Société sont préparés selon les PCGR du Canada utilisant les mêmes conventions comptables énumérées dans ses états financiers annuels vérifiés pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2007 à l'exception de nouvelles conventions comptables adoptées au 1<sup>er</sup> janvier 2008 qui sont décrites à la note 2 des états financiers intérimaires non vérifiés.

## V. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 31 MARS 2008

Le capital-actions autorisé est présentement composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le tableau suivant présente les variations survenues dans le capital-actions ordinaire au cours de la période de trois mois arrêtée le 31 mars 2008.

### Capital-actions

(a) Le capital-actions autorisé de la Société se répartit comme suit :

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

	31 mars 2008	31 décembre 2007
27 951 221 actions ordinaires (28 230 733 au 31 décembre 2007)	31 350 346 \$	31 413 681 \$

Les variations relatives au capital-actions émis se résument comme suit :

	Nombre <sup>(1)</sup>	Montant
Émis et en circulation au 31 décembre 2007	28 230 733	31 413 681 \$
Annulation des actions émises Au chef de la direction (1)	(279 512)	(63 335)
Émis et en circulation au 31 mars 2008	27 951 221	31 350 346 \$

(1) La Société avait consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE. Ce prêt a été annulé, et les actions ont été remises par le chef de la direction. À la suite de son départ, les actions ont été annulées, et un montant de 63 334 \$ a été imputé au surplus d'apport.

Aucun nouveau capital-actions n'a été émis depuis le 31 décembre 2007.

## VI. LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

### Bilan

<i>(en 000 \$ sauf si expressément indiqué)</i>	Au 31 mars 2008	Au 31 décembre 2007
Fonds de roulement	4 531 \$	5 638 \$
Ratio du fonds de roulement	2,42 : 1	2,68 : 1
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an)	146 \$	156 \$
Actions ordinaires ( <i>en dollars</i> )	31 350 346	31 413 681
Bons de souscription ( <i>en dollars</i> )	2 111 111	2 111 111
Surplus d'apport ( <i>en dollars</i> )	127 996	58 360
Perte nette	1 105 195 \$	1 025 394 \$

La direction considère que dans le cours normal des affaires le présent fonds de roulement sera suffisant pour financer les opérations de la Société pour les 12 prochains mois.

### Sommaire de l'état des flux de trésorerie

<i>(en 000 \$)</i>	Trois mois terminés les 31 mars	
	2008	2007
Activités d'exploitation	(1 514)	(484)
Activités de financement	(9)	325
Activités d'investissement	(11)	(6)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces	(1 534)	(166)

### Activités d'exploitation

Nous avons utilisé pour nos activités d'exploitation des flux de trésorerie de 1 514 \$ millions durant le premier trimestre 2008, comparé à 0,484 million \$ utilisés en 2007. Pour ces deux périodes, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période ainsi que de l'augmentation de nos stocks.

### Activités de financement

Au cours du premier trimestre 2008, les fonds utilisés dans les activités de financement ont été de 0,009 million \$ pour le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition tandis que les activités de financement ont généré 0,325 million \$ au cours de la même période en 2007 principalement à la suite de l'émission d'un billet à ordre de 354 000 \$ déduction faite du remboursement de la dette à long terme pour 25 000 \$.

### Activités d'investissement

Au cours des premiers trimestres 2008 et 2007, les activités d'investissement consistent en l'acquisition d'immobilisations.

## VII. Engagements contractuels

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. Par conséquent, l'incidence des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futurs devraient être analysés en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de 12 mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. Au 31 mars 2008, la dette à long terme de la Société est composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada avec un engagement restant d'approximativement 123 000 \$.

Le tableau suivant détermine les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 31 mars 2008.

<i>(En 000 \$)</i>	<b>Total</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012+</b>
Dette à long terme	123	49	49	25	-	-
Contrats de location-acquisition	44	31	13	-	-	-
Contrats de location-exploitation	42	20	9	9	4	-
Bail bureau administratif	683	217	229	217	20	-
<b>Total</b>	<b>892</b>	<b>317</b>	<b>300</b>	<b>251</b>	<b>24</b>	<b>-</b>

La Société n'a aucune activité hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous cette section.

## VIII. Opérations entre entités apparentées

À la clôture du PAPE, la Société avait consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE. Ce prêt a été annulé à la suite du départ du chef de la direction.

## IX. Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Dans le cours normal de son exploitation, la Société effectue l'évaluation de la condition financière de ses clients et de la solvabilité de tous ses nouveaux clients. La Société établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte des risques spécifiques de ses clients.

## X. Perspectives

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente du produit Mobicom continuent de croître. Elle prévoit également améliorer les marges bénéficiaires brutes en dollars et réduire les dépenses d'exploitation. La recherche et le développement continueront d'être des éléments clés dans lesquels la Société investit. Des outils et des processus de vente seront mis en place pour soutenir l'effort de vente.

Nous croyons que la fermeture des réseaux analogiques pourrait avoir une incidence significative sur les opérations et les résultats de la Société en 2008, lesquels nous ne pouvons chiffrer pour l'instant. Nous croyons toutefois qu'il existe des scénarios qui permettront à la Société une utilisation raisonnable de ses liquidités laissant toute la marge de manœuvre nécessaire pour son développement.

## **XI. Risques et incertitudes**

Plusieurs risques inhérents au niveau des opérations quotidiennes de la Société peuvent avoir une incidence sur les résultats financiers futurs. Les risques les plus significatifs sont :

- Nous n'avons pas encore atteint la rentabilité, ni atteint la masse critique nécessaire afin de garantir notre viabilité à long terme, et rien ne garantit que nous pourrions jamais y parvenir.
- Notre faculté de pénétrer davantage nos marchés de base et marchés géographiques existants ou d'étendre avec succès notre entreprise à l'échelle nationale et internationale, est assujettie à un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté alors que nous ne pouvons garantir que les efforts que nous déployons porteront fruit. Notre incapacité de ce faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.
- L'entreprise dépend de quelques fournisseurs principaux relativement à la fabrication de ses composantes électroniques. Aucune assurance ne peut être fournie quant à l'éventuelle possibilité d'avoir des problèmes de délai ou difficultés au niveau de l'approvisionnement des dispositifs et/ou de la couverture réseau nécessaire à l'atteinte des objectifs de croissance prévus.
- Selon les dernières informations disponibles en avril 2008, nos fournisseurs annoncent la fermeture de leurs réseaux analogiques pour le 16 novembre 2008. Cette situation indépendante de la volonté de Datacom, force la Société, avec près de 10 000 unités analogues en service, à décider des actions qui devront être prises pour être en mesure de réagir dans les délais prescrits par cette fermeture. Il est évident que le remplacement pur et simple des unités analogiques par des unités numériques est économiquement inacceptable, et c'est pourquoi nous sommes à regarder plusieurs scénarios dans le but de minimiser l'incidence économique négative de cette fermeture par nos fournisseurs de réseaux. La base de notre analyse sera la rentabilité de ce secteur d'activité.

Mobicom, Mobilus, Mobiguard, Vigil et HIKO sont des marques de commerce de Corporation Datacom Wireless.  
Corporation Datacom Wireless, 440 boul. Armand-Frappier, bureau 350, Laval (Québec) Canada H7V 4B4  
Téléphone : +1 450 781-6000; télécopieur : +1 450 781-6001; site Internet : [www.datacom.com](http://www.datacom.com)  
An English edition is available upon request to the Investor Relations Department or on the website of SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com) or on the website of Datacom Wireless Corporation at [www.datacom.com](http://www.datacom.com).